

Wallonie L'éternelle rengaine du « on a toujours fait ainsi... »

Un mauvais rêve qui n'en finirait pas de remonter à la surface. En matière de gouvernance politique, la Wallonie a fait d'énormes progrès ces dernières années. Mais à intervalles plus ou moins réguliers, les vieux et mauvais réflexes prouvent qu'ils ont encore de beaux restes. Pour s'en convaincre, il suffit de tendre l'oreille.

Au parlement ce mardi, beaucoup ont noté à plusieurs reprises cette phrase qui témoigne à elle seule d'un attachement aveugle aux recettes du passé : « *On a toujours fait ainsi...* »

Longtemps, ces quelques mots ont eu raison de toute velléité de changement. Cette fois, ils ont transformé les salles de réunion du parlement en foire d'empoigne à l'occasion du débat budgétaire. A des degrés divers, il est vrai : trois ministres (Furlan et Tillieux pour le PS et Prévot pour le CDH) ont été confrontés aux attaques bien orchestrées de l'opposition Ecolo et surtout MR, et ils ont chacun réagi à leur façon, de manière désordonnée.

Le problème est pourtant simple. Les députés doivent étudier puis adopter le budget de la Wallonie sans disposer des élé-

ments d'analyse utiles en provenance des mastodontes que constituent les principaux organismes para-régionaux qui brassent des sommes considérables.

La Société wallonne du logement ? On attend son budget. Le Centre d'aide aux communes ? On connaît son budget de fonctionnement, pas la destination des 318 millions qui lui permettent de mener son action. L'Awiph (personnes handicapées) ? Les convoyeurs attendent. Le Forem ? La réforme de l'Etat a fait passer son budget d'un milliard à deux milliards et demi, et les députés disposent de sept malheureuses pages de tableaux et de commentaires...

Travailler à l'aveugle ou tolérer des retards conséquents ? « *On a toujours fait ainsi.* » Entendre les responsables de ces institutions en janvier ou février ? « *On a toujours fait ainsi.* » Approuver la dotation régionale et fermer pratiquement les yeux sur sa destination finale ? « *On a toujours fait ainsi.* »

Bien sûr, tous ces organismes sont contrôlés et la plupart du temps, ils sont dirigés par des comités de gestion pluralistes.

« *Vos administrateurs pourraient vous renseigner* », a-t-on aussi entendu ce mardi sur les bancs de la majorité. C'est oublier un peu vite que dans un souci de meilleure gouvernance, parlons-en, ces administrateurs font vœu d'indépendance en adhérant à une charte au moment de leur installation.

La veille pourtant, Christophe Lacroix (PS), nouveau ministre du Budget, avait en quelque sorte sonné la fin de la récréation, en promettant « *vérité et transparence* » dès les prochains débats budgétaires. La Wallonie a-t-elle le choix ? Avec les transferts de compétences, ses moyens d'action ont doublé, le sérieux s'impose. L'Europe a requalifié 164 institutions dans le périmètre de l'action régionale. Celles-ci ne peuvent plus être des états dans l'Etat, elles font partie de la maison.

Conséquence : l'an prochain, leurs documents de référence respecteront le rythme politique et ses exigences. Le ministre Maxime Prévot s'en est réjoui. L'opposition, elle, a obtenu des auditions plus ou moins rapides pour les « grands patrons » wallons. Toujours ça de pris. ■

ERIC DEFFET